

*Gaspillage et mauvaise gestion*

nous sommes butés à l'obstructionnisme des députés libéraux et néo-démocrates que les restrictions et les réductions de dépenses n'intéressent pas plus que les voyages dans la lune.

Une de nos premières tentatives remonte à la motion sérieuse du 2 février 1978 par laquelle nous demandions la création d'un comité spécial, avant le 28 février 1978, qui serait chargé d'étudier l'adoption de «mesures de clôture» prévoyant la suppression des programmes et organismes devenus inutiles. Le chef de l'opposition officielle (M. Clark) a présenté cette motion. Bien sûr, les députés libéraux et néo-démocrates l'étouffèrent, car ils ne tiennent pas à faire une étude minutieuse des ministères du gouvernement et de leurs dépenses—c'est une question d'attitude, et il faudrait aussi adopter des formules nouvelles et souples pour établir les budgets, afin de décourager une croissance inutile des budgets des ministères. Bien sûr, quiconque veut savoir si nous contrôlons qui que ce soit n'a qu'à lire les observations du vérificateur général, mais j'y viens dans quelques minutes.

C'est en 1968 que le Parlement a perdu tout contrôle des dépenses lorsque le premier ministre (M. Trudeau), par l'un de ses premiers actes, a changé les règles parlementaires de façon à rendre impossible tout examen approprié. Je reviendrai dans un instant aux commentaires qu'il a faits à ce sujet.

Le préopinant, le député de Comix-Alberni (M. Anderson), a prétendu que nous procédons à un examen approprié du budget et des dépenses de ces ministères. Quelles bêtises! Nous n'avons aucun contrôle. Sur les centaines et les centaines de millions de dollars qui ont été dépensés depuis 1969, nous n'avons réussi à rogner que \$19,000 des prévisions budgétaires. Il n'y a pas vraiment d'examen approfondi lorsqu'on songe sans même tenir compte de ses remarques, aux augmentations diverses auxquelles a fait allusion le vérificateur général; selon lui, il ne peut même pas découvrir où l'argent est passé.

On a beaucoup parlé de restrictions, mais ce n'est pas le mot qu'il faudrait utiliser dans bien des cas. Il faudrait plutôt parler d'élimination des chevauchements de services, des erreurs administratives et du gaspillage. J'aimerais vous donner quelques exemples des excès et des libéralités de ce gouvernement qui nous ont coûté cher. Un consortium de sept grandes sociétés pétrolières ont abandonné, en 1977 un programme de forage des plus prometteurs au large du Labrador dans lequel il était prêt à engager 60 millions de dollars parce qu'Ottawa et Terre-Neuve voulaient tous les deux s'assurer le contrôle des gisements sous-marins.

Au Québec, des projets de logements sociaux d'une valeur de 150 millions de dollars sont restés bloqués jusqu'à quatre ans à cause de désaccords entre les organismes fédéraux et provinciaux.

Les habitants d'une vingtaine de localités du sud du Manitoba ont été privés de câblotélédiffusion pendant trois ans pendant que les autorités fédérales et provinciales se battaient pour déterminer qui avaient les droits de propriété sur un certain genre de matériel de câblodistribution.

● (1720)

En 1975, la mine de cuivre Brenda en Colombie-Britannique avait deux fois plus d'impôts à payer que les mines équivalentes aux États-Unis quand le gouvernement fédéral et les provinces ont essayé de résoudre ce problème. Le gouvernement d'en face n'a jamais essayé de supprimer en grande partie cette double imposition.

Il y a un instant, un député du NPD m'exhortait à dire la vérité. Le député de Yorkton-Melville (M. Nystrom) a mentionné beaucoup de chiffres au début de l'après-midi au sujet des dettes provinciales. Il a aussi parlé de la dette de l'Alberta et dit que les dettes des municipalités et un grand nombre d'autres dettes dans cette province ont été réduites récemment. Nous n'avons pas les derniers chiffres de la dette provinciale de l'Alberta. C'est pourquoi les députés ne peuvent pas citer de chiffres à la Chambre au sujet de la dette de l'Alberta. S'ils veulent parler des dettes provinciales, ils devraient exposer toute la situation, y compris les façons dont les provinces transfèrent leurs dettes. Certaines provinces transfèrent leurs dettes à des sociétés de la Couronne. On ne peut absolument pas citer de chiffres au sujet des dettes à moins d'entrer dans tous les détails.

Un autre exemple du gaspillage du gouvernement libéral d'en face, ce sont les 4 millions de dollars qu'il a dépensés pour la Commission de l'unité canadienne. Cette commission n'était absolument pas nécessaire. Chaque fois que le gouvernement d'en face croit qu'il y a une crise, il confie une tâche à Jean-Luc Pepin. Les membres de la Chambre et du Sénat sont élus et nommés pour étudier les problèmes du pays. Mon chef a adopté une attitude responsable vis-à-vis de cette commission et a proposé la création d'un comité mixte de la Chambre des communes et du Sénat pour régler le problème. Nous n'avons pas besoin de faire parcourir le pays à Pepin ou à quiconque d'autre au coût de 4 millions de dollars. L'année dernière, un comité mixte a siégé pendant une partie de l'été et au début de l'automne pour étudier le bill C-60, concernant la constitution. Un autre comité semblable aurait pu étudier cette question. Il aurait pu y avoir des frais de voyage, mais je suis certain que nous aurions pu économiser 3 millions à 3 millions et demi de dollars.

Quand le gouvernement prend ses responsabilités et contrôle ses dépenses, cela se voit dans les résultats obtenus, dans le taux d'inflation. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, seulement quatre gouvernements ont adopté une politique financière sensée et contrôlé leurs dépenses. Quand ces gouvernements étaient au pouvoir, personne ne mourait dans la rue ni ne mourait de faim, parce qu'il y avait une solide politique financière. J'en citerai trois, le gouvernement Adenauer en Allemagne, le gouvernement Eisenhower et le gouvernement Diefenbaker. Ce sont les meilleurs gouvernements qu'il y ait eu depuis la deuxième guerre mondiale jusqu'à la période de 1957 à 1963. Tandis que dans les trois autres pays, le taux d'inflation atteignait environ 2 p. 100, il a été de 1.2 p. 100 et de 1.6 p. 100 sous le gouvernement Diefenbaker. Ce sont des résultats fort enviables, et j'espère que nous parviendrons de nouveau à mettre un frein à l'inflation avec un gouvernement conscient de ses responsabilités.

Le gouvernement actuel est, soit totalement, soit délibérément incompétent. Si l'on étudie les déclarations faites par le premier ministre depuis quelques années au sujet de . . .

**M. Huntington:** C'est délibéré.

**M. McKenzie:** Le député dit que c'est délibéré. J'aimerais vous lire certaines des déclarations du premier ministre, car on peut vraiment se poser la question. Il a déclaré: